

Business France

**77, Boulevard Saint-Jacques
75998 Paris Cedex 14**

**Mise en concurrence par appel d'offres ouvert du marché
« Agence de relations presse pour le pôle relations presse
de la Direction de la communication institutionnelle »**

***MARCHE N°20.07.01
JOUE N°2020/S 149-365469***

Acte d'Engagement (AE)

Le présent Acte d'Engagement (AE) comporte 18 pages numérotées de 1 à 18.

TYPE DE MARCHÉ : Marché de service

REFERENCE DU MARCHÉ : JOUE N°2020/S 149-365469 et 20.07.01 pour
Business France

ETABLISSEMENT PUBLIC : Business France
77 Boulevard Saint-Jacques
75 998 Paris Cedex 14

TYPE D'ETABLISSEMENT : Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC)

TITULAIRE :
.....
.....

OBJET DU MARCHÉ : Mise en concurrence du marché relatif
Agence de relations presse pour le pôle relations
presse de la Direction de la communication
institutionnelle.

ORDONNATEUR : Monsieur Christophe LECOURTIER
Directeur Général

AGENT COMPTABLE : Christophe LE BAUT

TYPE DE PROCEDURE : Appel d'offres ouvert
Code de la commande publique.

DATE DE NOTIFICATION :

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2	DURÉE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3	CO-CONTRACTANT(S) DE BUSINESS FRANCE.....	4
ARTICLE 4	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 5	TARIFICATION.....	6
ARTICLE 5.2	Coût des prestations.....	7
ARTICLE 5.3	Modalité de révision de la tarification.....	7
ARTICLE 6	PAIEMENTS	8
ARTICLE 7	PENALITÉS.....	8
ARTICLE 8	COMITOLOGIE.....	9
ARTICLE 9	FIN DE CONTRAT / CLAUSE DE REVERSIBILITÉ	9
ARTICLE 10	RÉSILIATION.....	10
ARTICLE 11	FOURNITURE DES PIÈCES PRÉVUES PAR L'ARTICLE D.8222-5 ET D.8254-2 A 5 DU CODE DU TRAVAIL	11
ARTICLE 12	RÉGULARITÉ AU REGARD DE LA LEGISLATION FISCALE ET SOCIALE	11
ARTICLE 13	ASSURANCES	12
ARTICLE 14	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....	12
ARTICLE 15	RESPONSABILITÉ	13
ARTICLE 16	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	13
ARTICLE 17	CESSION DU MARCHÉ	14
ARTICLE 18	SOUS-TRAITANCE.....	14
ARTICLE 19	DONNÉES PERSONNELLES	15
ARTICLE 20	DIFFÉRENDS ET LITIGES	17
ARTICLE 21	DÉCISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR DE BUSINESS FRANCE.....	18

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent appel d'offres a pour objet la sélection d'une agence de relations presse pour élargir le territoire de parole de Business France (BF) en soutien de l'action du pôle relations presse de la Direction de la communication institutionnelle. L'objectif est de positionner BF dans les médias français comme le référent/l'expert en matière de commerce extérieur et d'attractivité et de déclencher « le réflexe BF » auprès des journalistes lorsqu'ils traitent de ces sujets.

ARTICLE 2 DUREE DU MARCHÉ

La prestation prend effet en date de signature pour une durée de six (6) mois renouvelable trois (3) fois un (1) an par tacite reconduction sauf dénonciation notifiée trois (3) mois avant l'échéance contractuelle pour l'entité souscriptrice et six (6) mois avant l'échéance contractuelle pour le ou les Contractant(s), par l'une des Parties à l'autre Partie, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La dénonciation du contrat n'a pas à être motivée. Elle prendra donc fin de plein droit le trois et demi, jour pour jour, après la signature du présent Acte d'Engagement au plus tard et sans autre formalité.

ARTICLE 3 CO-CONTRACTANT(S) DE BUSINESS FRANCE

Je soussigné (nom, prénom et qualité) :

.....
.....
.....

Agissant au nom et pour le compte de (intitulé complet de la forme juridique de la société : entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, ...) :

Au capital de : €

Ayant son siège social à l'adresse suivante) :

.....
.....
.....

Numéro de

téléphone :

Adresse

mail :

Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. sous le

numéro :

Numéro d'identité d'établissement (SIRET) (à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du

candidat) :

Code d'activité économique principale

(APE) :

Numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers :

Après avoir pris connaissance du cahier des charges, de ses annexes et de tous documents de la consultation,

M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations du présent marché.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 70 jours à compter de la date limite de remise des offres finales fixée par le règlement de la consultation (R.C.).

ARTICLE 4 DOCUMENTS CONTRACTUELS

La présente consultation est constituée par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le Cahier des Charges (CDC) et ses annexes ; Si, lors de la passation, certaines questions ont amené à préciser les stipulations de ces documents, les réponses apportées par Business France sont reprises au sein d'une mise au point du marché public (éventuelles notes d'informations complémentaires). Cette mise au point aura une valeur

- supérieure au cahier des charges ;
- La définition du besoin envoyée par Business France dans le cadre de la passation des marchés subséquents ;
 - Le présent Acte d'Engagement (AE) ;
 - Les Conditions Générales d'Achat et de Paiement de Business France (CGAP) et ses annexes ;
 - L'offre du Contractant dans le cadre du présent marché (en particulier les réponses apportées par le Contractant après des demandes de précisions émises par Business France) ;
 - Les réponses apportées suite à l'audition qui seront reprises par écrit dans le cadre de la mise au point du marché public.

En cas de contradiction entre les clauses de ces différents documents, celles-ci prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessus.

Le Contractant ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution de la présente consultation et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Le Contractant s'engage en ce sens auprès de l'entité souscriptrice par la remise de son offre et la signature du présent acte d'engagement.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à des prestations similaires, dans les conditions fixées aux articles R.2122-1 à R.2122-11 du Code de la commande publique.

ARTICLE 5 TARIFICATION

ARTICLE 5.1 Contenu du prix

Si vous êtes un candidat établi en France ou dans un autre Etat-membre de l'Union Européenne, merci de noter que la TVA applicable est celle du preneur, donc la TVA française.

Ainsi, vous devez obligatoirement indiquer le pourcentage de la TVA française (soit, à date 20%) dans la case réservée à cet effet dans l'annexe(s) financière(s).

Si vous êtes un candidat établi hors Union Européenne, il est de votre responsabilité d'indiquer le montant de TVA applicable en fonction de votre statut et du pays dans lequel vous êtes établi tel qu'indiqué dans les DC1 et DC2.

Le pourcentage de TVA renseigné à ce titre relève de votre responsabilité et vous engage contractuellement. Pour le cas où vous indiqueriez un pourcentage de 0%, merci de nous fournir un document justifiant ce pourcentage.

ARTICLE 5.2 Coût des prestations

Le Titulaire du marché accepte sans aucune réserve de garantir et gérer les prestations objets du présent marché conformément aux dispositions du Cahier des charges aux conditions financières suivantes :

Le marché est traité à prix forfaitaire.

	Forfait mensuel HT (en euros)	Taux TVA (%)	Forfait mensuel TC (en euros)
TOTAL			

Pour la partie forfaitaire, le coût des prestations est fixé par les montants exprimés par le Contractant lors de la remise de son offre et visés dans le présent article.

Pour le reste des prestations faisant l'objet de cet appel d'offres, à la survenance du besoin, un devis détaillé sera demandé au Contractant. Après validation du devis, un bon de commande sera émis.

Les prix sont mentionnés hors taxes et toutes taxes et incluent :

- tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations prévues par le marché ;
- les éventuels frais de déplacements nécessaires à la réalisation de la prestation ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

ARTICLE 5.3 Modalité de révision de la tarification

Les prix seront fermes durant toute la période du contrat y compris les éventuelles tacites reconductions.

ARTICLE 6 PAIEMENTS

Les modalités de commande et de règlement sont précisées dans le Cahier des charges. Business France se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte suivant (joindre le RIB ou le RIP) ouvert au nom du Titulaire :

- Nom du titulaire du compte :
- CCP ou nom de la banque:
- N° compte :
- Code banque :
- Code guichet :
- Coordonnées complètes d'identification du compte bancaire (Clé RIB ou IBAN pour les pays européens, ou code Swift) :

Ce compte bancaire devra être rappelé sur chaque facture. Le règlement sera effectué par virement.

ARTICLE 7 PENALITES

Business France se réserve la possibilité d'appliquer directement, sans mise en demeure préalable, une pénalité en cas de retard ou d'interruption de toute prestation dès lors qu'elle est le fait du Contractant du marché, par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 300$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = valeur pénalisée ; cette valeur est égale à la valeur des prestations en retard ou, exceptionnellement, de l'ensemble des prestations, si le retard de livraison d'une partie rend l'ensemble inutilisable (l'estimation de cette valeur est à la discrétion de Business France) ;
- R = le nombre de jour(s) ouvré(s) de retard.

Ces pénalités s'appliqueront notamment en cas de retard dans la livraison d'une ou plusieurs prestations.

ARTICLE 8 COMITOLOGIE

Afin d'assurer un pilotage et un suivi régulier des prestations, Business France désignera un ou des interlocuteurs responsables permanents, interface(s) des Contractants, garant(s) du bon déroulement des prestations et de leur suivi jusqu'au terme du contrat.

Business France organisera des comités de suivi de la prestation et comités de pilotage (sur la base de 2 par an) dont l'objectif principal consiste à résoudre les difficultés rencontrées, à travailler sur des axes d'amélioration et à s'assurer de la bonne réalisation du contrat (respect des règles et processus mis à disposition).

Des comptes rendus seront systématiquement rédigés par le Contractant et validés par Business France.

Les comités sont assurés conjointement par les Achats, les filières opérationnelles et les services transversaux de Business France.

Ils porteront sur :

- Le respect contractuel de la prestation réalisée
- La qualité des prestations rendues
- Les évolutions ou améliorations éventuelles apportées dans le déroulement de la prestation.

En amont du démarrage de la prestation, Business France se réserve le droit d'organiser une ou plusieurs réunions de préparation, sans surcoût supplémentaire, en présentiel, dans les locaux de son siège à Paris.

ARTICLE 9 FIN DE CONTRAT / CLAUSE DE REVERSIBILITE

Le Contractant s'engage à maintenir la qualité de prestation et les délais de traitement jusqu'au dernier jour du contrat.

- Il devra avoir traité l'intégralité des dossiers.
- Il devra faire un état complet des dossiers en cours de traitement qu'il ne lui sera pas possible de terminer pour des raisons techniques valables (attente de validation, etc.).
- Avant la fin du contrat : le Contractant devra transférer vers l'entité souscriptrice ou le nouveau prestataire les connaissances et les documents dont il dispose. Il devra ensuite faire basculer la responsabilité opérationnelle, c'est-à-dire restituer les actifs, matériels, voire logiciels spécifiques et les données.

- Les renseignements dont Business France aurait besoin pour pouvoir procéder à la remise en concurrence et que Business France solliciterait devront être remis par le titulaire dans le délai de 10 jours à compter de la réception de la demande.
- Jusqu'à six mois après la fin du contrat : le Contractant devra assister Business France et transférer le savoir-faire pour l'exploitation informatique.

Le Contractant devra restituer à l'expiration ou la résiliation du marché pour quelque raison que ce soit, toutes les informations qui lui ont été transmises pour les besoins du marché, à l'exception des seules informations dont le Contractant doit pouvoir disposer à des fins comptables exclusivement, sans en faire de copie. Il s'engage à détruire ces éléments quel que soit leur support physique ou dématérialisé et à faire respecter cette disposition par ses sous-traitants et fournisseurs.

ARTICLE 10 RESILIATION

Le marché peut être résilié aux torts du Contractant sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais :

- Lorsque le Contractant a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail,
- En cas de faute, inobservation caractérisée des obligations du présent contrat,
- Lorsque le Contractant s'est livré à l'occasion de son marché à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations.

Le marché résilié est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part, des prestations en cours d'exécution dont l'entité souscriptrice accepte l'achèvement.

Business France peut pourvoir à l'exécution des prestations aux frais et risques du Contractant en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées au Contractant à raison de ses fautes.

Par ailleurs Business France, en tant qu'établissement public à caractère industriel et commercial, peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci pour un motif d'intérêt général. La décision de résiliation du marché est notifiée au Contractant par lettre recommandée avec accusé réception. Le paiement des prestations se fait alors au prorata des prestations réellement exécutées à l'exclusion de toute autre indemnité.

ARTICLE 11 FOURNITURE DES PIECES PREVUES PAR L'ARTICLE D.8222-5 ET D.8254-2 A 5 DU CODE DU TRAVAIL

Les stipulations suivantes s'appliquent en cas d'exécution du contrat en France. En cas d'exécution à l'étranger, les dispositions législatives ou réglementaires équivalentes s'appliquent.

Conformément à l'article D.8222-5 du Code du travail, le Contractant produit, dès l'attribution du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de son exécution, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé de leur recouvrement datant de moins de 6 mois.

En application des articles D 8254-2 à 5 du Code du travail, dès l'attribution du marché et tous les 6 mois jusqu'à la fin de son exécution, le Contractant doit fournir une liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Cette liste doit également être fournie par le Contractant établi à l'étranger détachant des salariés sur le territoire national pour l'exécution du présent marché.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 et D 8254-2 à 5 du Code du travail, il est fait application aux torts du Contractant des conditions de résiliation prévues au CDC du présent marché.

ARTICLE 12 REGULARITE AU REGARD DE LA LEGISLATION FISCALE ET SOCIALE

Les stipulations suivantes s'appliquent en cas d'exécution du contrat en France. En cas d'exécution à l'étranger, les dispositions législatives ou réglementaires équivalentes s'appliquent.

Le représentant du Contractant, signataire du marché, certifie sous peine de résiliation de plein droit du marché, que ni la société ni aucun de ses représentants, lui-même y compris, ne tombent sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 50 de la loi n°52-401 du 14 avril 1952.

Le représentant du Contractant, signataire du marché, atteste sur l'honneur que le travail, effectué par ses soins ou par ses sous-traitants éventuels, est réalisé par des salariés employés régulièrement au regard du Code du travail et notamment des articles L.3243-1 et suivants ainsi que les articles L.1221-10 et L.1221-13 dudit Code.

ARTICLE 13 ASSURANCES

Avant la notification du marché et tout commencement d'exécution de la prestation, le Contractant doit justifier qu'il est couvert par une assurance au titre de sa responsabilité civile garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par et pendant l'exécution de la prestation. Le Contractant devra se conformer strictement aux articles (notamment article 11) des CGAP.

Le cas échéant, en cours d'exécution, Business France pourra demander au Contractant de lui prouver qu'il continue à être couvert.

ARTICLE 14 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Le Contractant de Business France définit et applique des politiques contribuant à la préservation des ressources naturelles et utilise des solutions industrielles adaptées, dans toute la mesure du possible.

Il limite les déchets issus de sa production et veille à leur élimination par des solutions respectueuses pour l'environnement. Le Contractant de Business France évite autant que possible l'emploi de produits toxiques. Dans le cas où aucune solution alternative n'existe à l'utilisation de tels produits, il en limite l'usage et veille à leur manipulation et leur utilisation sans danger pour la santé des personnes. Il encourage le développement de technologies respectueuses de l'environnement (maîtrise des polluants et des émissions de CO2) ainsi que les économies d'énergie et le recyclage, et déploie des stratégies logistiques limitant les impacts environnementaux (notamment en termes de stockage, de transport).

De la même manière, en matière de ressources humaines, le Contractant de Business France promeut la diversité, favorise l'insertion dans l'emploi des personnes qui en sont éloignées, telles que les personnes handicapées, et met en œuvre des actions de formation à destination de ces publics, dans toute la mesure du possible.

ARTICLE 15 RESPONSABILITE

Conformément aux Conditions Générales d'Achat et de Paiement, le Contractant s'engage à indemniser Business France des coûts et dommages qui seraient la conséquence de sa non-exécution ou de sa mauvaise exécution de ses obligations sans préjudice des dispositions de l'article Pénalités du présent Acte d'engagement.

Il devra se conformer aux lois et règlements administratifs ou autres, en particulier concernant l'hygiène et la sécurité. Le Contractant répond des infractions ou contraventions aux lois, décrets d'application et règlements, commises par lui-même ou son personnel à l'occasion des prestations faisant l'objet du marché.

Il assume les charges occasionnées par sa prestation, notamment les charges de la main-d'œuvre, versements des salaires et des charges y afférentes, fournitures, mise en œuvre et remplacement des matériels, paiements des taxes, impôts et primes d'assurances y afférents.

Le Contractant est responsable de la sécurité de son personnel et de ses sous-traitants et de la prévention des accidents du travail et, notamment, de toute violation de toute règle administrative ou toute autre mesure relative à l'hygiène et la sécurité.

ARTICLE 16 PROPRIETE INTELLECTUELLE

Business France met à la disposition des candidats tous les renseignements et informations qui s'avèrent nécessaires pour la remise des offres, étant entendu, d'une part, que Business France en reste propriétaire, et que, d'autre part, cette mise à disposition ne peut en aucune manière être considérée comme conférant aux candidats un quelconque droit d'usage ou une quelconque licence sur les droits de propriété intellectuelle ou industrielle afférents aux dits renseignements et informations.

Les candidats s'interdisent, directement ou indirectement ou pour le compte d'un tiers, de communiquer les éléments de propriété intellectuelle de Business France, et la documentation associée, objet du présent marché.

Les candidats s'engagent à ne pas porter atteinte aux droits de Business France, directement ou indirectement ou par l'intermédiaire de tiers auxquels ils seraient associés et prendront toutes les mesures nécessaires pour les protéger.

ARTICLE 17 CESSION DU MARCHÉ

Le présent marché ne peut être cédé, partiellement ou totalement, à titre gratuit ou onéreux, par l'une des Parties sans l'accord préalable écrit de l'autre Partie.

Par dérogation à ce qui précède, la cession intégrale du marché par l'une des Parties est libre au sein de son Groupe. On entend par « groupe » du Contractant l'ensemble des sociétés dont la majorité du capital ou des droits de vote sont détenus directement ou non par le Contractant, ainsi que, le cas échéant, la société qui détient la majorité du capital ou des droits de vote du Contractant (« société-mère »). On entend par « groupe » de Business France, son siège et ses Bureaux à l'étranger.

ARTICLE 18 SOUS-TRAITANCE

Les candidats communiqueront dans leur offre la nature des prestations éventuellement sous-traitées et leur part dans l'ensemble du marché. Les éventuels sous-traitants devront accepter toutes les obligations décrites dans les documents contractuels.

Conformément aux articles L.2193-4 à L.2193-14 du Code de la commande publique, le Contractant qui entend exécuter la prestation en recourant à un ou plusieurs sous-traitants doit, lors de la formulation de son offre ou de sa proposition, et pendant toute la durée de la prestation, faire accepter chaque sous-traitant par Business France et lui faire agréer les conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En outre, le sous-traitant direct du Contractant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par Business France, peut le cas échéant être payé directement par Business France pour la part du marché dont il assure l'exécution si le montant de sa créance est d'au moins 600 euros.

Le Contractant qui sous-traite tout ou partie de ses obligations avec l'accord de Business France en demeure néanmoins entièrement responsable, y compris pour les parties sous-traitées, conformément aux articles concernés des CGAP (notamment l'article 14).

Afin d'obtenir cet accord, le Contractant doit transmettre à Business France les informations suivantes :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- les références, capacités et moyens humains, matériels financiers du sous-traitant proposé (fournir les pièces demandées au projet de candidature)

- les conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance et le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant,
- le compte bancaire ou postal à créditer.

Ces informations pourront être mentionnées sur l'acte spécial de sous-traitance en utilisant le modèle DC4 du Ministère de l'économie et des finances disponible à l'adresse électronique suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

ARTICLE 19 DONNEES PERSONNELLES

Par « donnée à caractère personnel » ou « donnée personnelle », on entend : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « personne concernée») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

Business France rappelle expressément le caractère stratégique et strictement confidentiel de toutes les données à caractère personnel.

Par conséquent, les Parties reconnaissent que l'ensemble de ces données et fichiers est soumis au respect de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » modifiée et au Règlement sur la Protection des Données (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD) et relève de la vie privée et du secret professionnel.

Les parties s'engagent à mettre en place toutes les procédures nécessaires pour en assurer la confidentialité et la plus grande sécurité.

Les parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires au respect par elles-mêmes et par leur personnel de ces obligations et notamment à ne pas traiter, consulter les données et fichiers contenus à d'autres fins que l'exécution du contrat; ne traiter, consulter les données que dans le cadre des instructions et de l'autorisation reçues par l'autre partie;

prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des données, et notamment, empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, et empêcher tout accès qui ne serait pas préalablement autorisé par l'autre partie; à prendre toute mesure permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données ou des fichiers; s'interdire la consultation, le traitement de données autres que celles concernées par les présentes et ce, même si l'accès à ces données est techniquement possible.

Par ailleurs, les parties s'interdisent :

- de divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des données exploitées ;
- de prendre copie ou de stocker, quelles qu'en soient la forme et la finalité, tout ou partie des informations ou données contenues sur les supports ou documents qui leurs ont été confiés ou recueillies par elles au cours de l'exécution du contrat.

Les parties s'engagent en cas de changement des moyens visant à assurer la sécurité et la confidentialité des données et des fichiers, à les remplacer par des moyens d'une performance équivalente ou supérieure.

Les parties reconnaissent et acceptent qu'elles ne puissent agir en matière de traitement des données et des fichiers auxquels elles peuvent avoir accès que conformément aux présentes.

Les parties ne peuvent sous-traiter, au sens de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, tout ou partie des prestations, notamment vers un pays qui n'est pas situé dans le cadre de l'Union Européenne et/ou n'ayant pas fait l'objet d'une reconnaissance de protection adéquate par la Commission Européenne, qu'après avoir obtenu :

- l'accord écrit préalable et exprès de l'autre Partie ;
- la signature d'un contrat écrit avec son sous-traitant mentionnant la présente clause.

ARTICLE 20 DIFFERENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre Business France et le Contractant ne peuvent être invoquées par ledit Contractant comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché à l'initiative de la partie la plus diligente.

En cas de litige ne recevant pas de solution amiable quant à l'interprétation ou l'exécution des présentes, le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent pour en connaître et la loi française est seule applicable.

A , le / / 2020

La personne habilitée à engager la société
(Nom du signataire, signature précédée de la mention manuscrite « lu et
approuvé » et cachet)

ARTICLE 21 DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR DE BUSINESS FRANCE

La présente offre est acceptée.

Fait à le

Nom et fonction du signataire

Monsieur Christophe LECOURTIER, Directeur Général